



*Paris, le 13 décembre 2019*

### **Déclaration finale du quatrième Forum parlementaire franco-marocain**

1 - Conduites par les présidents des assemblées du Parlement de la République Française et du Royaume du Maroc, des délégations de l'Assemblée Nationale et du Sénat de la République Française et de la Chambre des Représentants et de la Chambre des Conseillers du Royaume du Maroc se sont réunies à Paris, le 13 décembre 2019, pour la quatrième session du Forum parlementaire franco-marocain.

2 - Ce Forum constitue, depuis son lancement à Rabat en janvier 2013, le cadre de concertation et de dialogue parlementaire entre le Maroc et la France. Il traduit la vitalité de la diplomatie parlementaire entre les deux pays, et l'importance de ses apports à l'enrichissement de la relation bilatérale. Il permet également d'accompagner le partenariat spécifique noué entre les deux États, illustré notamment par les rencontres de haut niveau des Chefs d'Etat et de Gouvernement. Son objectif est de consolider au plan parlementaire l'excellence des relations bilatérales, dont il contribue à l'approfondissement, en complément des autres éléments d'une relation parlementaire particulièrement dense (rencontres régulières entre les Présidents de chaque chambre, entre les commissions des affaires étrangères, les groupes d'amitié, programmes de coopération).

3 - La quatrième session du Forum a été consacrée, lors d'une première partie portant sur les « défis planétaires pour la diplomatie parlementaire », à la valorisation et la préservation des mers et des océans pour agir face aux changements climatiques et à la consolidation de la démocratie et, lors d'une seconde partie relative au « partenariat franco-marocain pour la sécurité et le développement en Afrique », aux enjeux en matière de paix et de sécurité et au développement dans toutes ses dimensions, politique, économique, humaine et territoriale, à travers une coopération décentralisée renforcée.

4 - Les représentants des deux Parlements se réjouissent de la solidité et de la qualité des relations entre la République française et le Royaume du Maroc, dont témoigne la tenue dans quelques jours de la 14<sup>e</sup> rencontre de haut niveau entre les deux exécutifs sous l'égide des Chefs de gouvernement. La France et le Maroc sont l'un pour l'autre des partenaires stratégiques de premier plan qui ont des intérêts communs dans de nombreux dossiers régionaux et internationaux et qui travaillent ensemble pour proposer des solutions aux principaux problèmes de notre temps.

Leur coopération doit notamment servir la vision d'un espace méditerranéen, à travers la diplomatie parlementaire. Le Forum est l'un des vecteurs les plus aboutis du dialogue parlementaire entre les deux rives de la Méditerranée et contribue aussi, de façon plus large, au rapprochement entre l'Europe et l'Afrique. A ce titre, les participants au Forum encouragent le développement des enceintes parlementaires à vocation régionale, qui facilitent un dialogue intégré et construit entre nos deux régions.

### ***La diplomatie parlementaire face aux défis planétaires***

#### *Valoriser et préserver les mers et les océans pour agir face aux changements climatiques*

5 – Les participants au Forum se félicitent que, principaux régulateurs du climat mondial, les mers et océans soient désormais inclus dans les plans d'action aux échelons mondial, régional et national pour agir contre les changements climatiques. En écho à la Déclaration commune adoptée lors de la 17<sup>ème</sup> réunion des Présidents d'Assemblée du G7 à Brest en septembre dernier et alors que la COP 25 qui s'achève ce jour à Madrid a accordé une place prépondérante à la protection des océans, les parlementaires appellent à une mobilisation sans faille des acteurs publics et privés. Les changements climatiques ont des répercussions directes sur nos mers et océans, qu'il s'agisse de l'élévation du niveau des eaux, de l'acidification et de l'augmentation de la température des eaux ou encore de la modification des courants, avec des conséquences importantes, voire vitales, pour les populations de nos deux pays : atteinte aux écosystèmes, diminution des ressources halieutiques et menaces sur la prospérité économique et la sécurité alimentaire des populations, fragilisation des zones côtières, etc. Outre une action concertée afin d'améliorer la gouvernance mondiale des océans, les participants au Forum jugent prioritaire de protéger et restaurer les écosystèmes marins et côtiers, de manière inclusive. Ils rappellent les opportunités offertes par l'économie bleue et l'économie circulaire, et jugent indispensable de mieux exploiter leurs synergies, dont la lutte contre la pollution plastique est un exemple éloquent, en particulier en Méditerranée. Notre mer commune est en effet victime des pollutions passées, elle est atteinte par les pollutions présentes et sera soumise à l'horizon d'une génération à une pression de pollution d'origine anthropique de plus en plus forte dont les conséquences seront démultipliées par les effets attendus du changement climatique. Nos jeunes nous demandent aujourd'hui d'agir de façon franche et résolue pour lutter contre le changement climatique et protéger les océans et leurs ressources, ce « bien commun de l'humanité ». Le partage d'expériences et la coopération entre les parlements français et marocain, au travers de leurs commissions, groupes d'amitié et délégations aux assemblées parlementaires internationales, apportent à cet égard une contribution indispensable à la coopération entre les pays riverains de la Méditerranée.

### *Faire face aux nouveaux défis de la démocratie représentative*

6 - Les participants au Forum réaffirment leur confiance dans les systèmes politiques reposant sur l'élection de représentants du peuple par des processus libres, ouverts et transparents et le respect des droits de l'Homme. Face à la crise de confiance envers le système démocratique et l'apparition d'un sentiment d'exclusion des processus de décision dans une partie de la population, ils s'inquiètent néanmoins d'une fragilisation possible du système démocratique représentatif et accueillent favorablement l'utilisation des nouvelles technologies au service d'un renouveau de la démocratie représentative tout en appelant à une vigilance renforcée en matière d'utilisation des données personnelles. La résilience de nos systèmes démocratiques passe non seulement par des institutions stables et représentatives mais aussi par le développement des formes participatives de la démocratie, en particulier avec des processus de consultations étendues sur des enjeux majeurs auxquels nos deux sociétés sont confrontées. Les citoyens, les milieux économiques et associatifs expriment fortement leur envie d'une plus grande implication dans l'élaboration des décisions publiques, à tous les échelons. La consolidation de la démocratie passe par une appropriation des enjeux et une prise de décision au plus près possible des citoyens et des acteurs socio-économiques. La démocratie locale est un vecteur privilégié de cette proximité souhaitée de plus en plus par nos concitoyens.

### ***Le Maroc et la France : partenaires pour la sécurité et le développement en Afrique***

#### *Paix et sécurité*

7 - Les participants au Forum sont convaincus que la coopération dans le domaine de la paix et de la sécurité constitue un pilier essentiel du partenariat entre la France et le Maroc, et entre l'Europe et l'Afrique. Les populations des deux continents **font face à une multitude de menaces liées au terrorisme, à la radicalisation, à l'extrémisme violent et aux trafics de tout genre (trafics de drogues et d'armes, traite des êtres humains et trafic illicite de migrants, entre autres). A cet égard, les participants ont rappelé qu'une approche holistique intégrant la nécessité de la sécurité et la priorité au développement est indispensable pour endiguer ces fléaux. Car, si la sécurité est une nécessité indiscutable, l'investissement dans les divers secteurs de développement économique et humain est tout aussi nécessaire et devrait constituer une priorité stratégique pour les pays du continent.**

Les participants au Forum ont vivement condamné le terrorisme qui frappe autant les populations civiles que les forces de sécurité, quelles que soient leur appartenance religieuse ou leurs convictions, et s'appuie sur les réseaux du crime organisé et les trafics de toutes sortes. Ils se sont inclinés devant la mémoire de l'ensemble des victimes et de ceux qui vont jusqu'au sacrifice de leur vie pour combattre le joug du terrorisme.

Les participants au Forum ont exprimé leur préoccupation face à la détérioration de la situation sécuritaire sur le Continent, en particulier en Libye et au Sahel. Plus que jamais, la situation actuelle requiert des réponses concertées et solidaires des pays de l'Union européenne et de l'Afrique à l'égard des Etats engagés dans la lutte contre le terrorisme. Les participants au Forum ont appelé les Etats de l'Union européenne et de l'Afrique à soutenir les efforts en faveur de la stabilité et de la paix dans les pays et régions touchés par des crises en Afrique, et à apporter, dans le domaine sécuritaire et de la lutte contre le terrorisme, une contribution accrue

aux actions déjà entreprises dans un cadre agréé par les Etats de la région et la communauté internationale, en particulier au Sahel.

Les participants au Forum ont estimé que l'échange d'informations, l'appui à la coopération régionale des pays du G5 Sahel, y compris dans le domaine sécuritaire, la contribution au renforcement de la gouvernance et de la stabilité des pays membres du G5 Sahel, sont indispensables pour combattre le terrorisme dans la zone. Ils ont appelé, à cet égard, les pays de la région et l'ensemble des partenaires bilatéraux et multilatéraux, à renforcer leur soutien politique et financier au G5 Sahel ainsi que leur appui au développement du caractère opérationnel de ses forces, qui luttent contre la menace persistante des groupes djihadistes dans la région sahélienne.

Tout en rappelant leur apport éminent à la paix et à la sécurité, les participants au Forum ont convenu d'encourager une intensification du partenariat entre la France et le Maroc en matière de lutte contre le terrorisme dans les Etats de la région sahélo-saharienne ~~en~~ ayant effectué la demande, et en faveur de leur stabilisation

*Le développement dans toutes ses dimensions, politique, économique, humaine et territoriale, à travers une coopération décentralisée renforcée*

8 - Les participants au Forum ont souligné leur conviction qu'il ne peut y avoir de paix et de sécurité sans solution politique et développement durables. Ils ont rappelé que seules des réponses politiques inclusives et le respect par toutes les parties des accords contractés étaient susceptibles, en Libye comme au Sahel, de favoriser l'apaisement des crises. Ils ont encouragé toutes les initiatives permettant d'endiguer la radicalisation, en insistant sur la formation, y compris des responsables religieux, mais aussi l'éducation, en se fondant sur les pratiques ayant donné des résultats et la tradition d'ouverture et de tolérance des deux pays. Face au défi démographique, ils ont convenu de mettre l'accent sur l'éducation des jeunes filles.

Les participants au Forum ont mis en valeur les complémentarités de la France et du Maroc en faveur du développement et ont appelé de leurs vœux la mise en place d'un agenda commun, à travers un programme ambitieux de coopérations trilatérales ou de coopérations structurantes Nord-Sud-Sud, qu'il s'agisse des échanges commerciaux, de l'investissement ou de la formation de personnels qualifiés à travers des écoles spécialisées ou des établissements d'enseignement supérieur. Ces coopérations trilatérales et Nord-Sud-Sud pourraient s'exercer entre autres dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la gestion de l'eau, de la réduction des vulnérabilités des secteurs productifs et des populations aux effets du changement climatique, des transports ou du numérique.

Les participants au Forum ont souligné l'intérêt d'une concertation approfondie entre la France et le Maroc sur les villes durables, à partir des bonnes pratiques constatées dans les deux pays, afin de préparer le Sommet Afrique - France des 4, 5 et 6 juin 2020 intitulé *Changer les villes pour changer la vie*. Ils ont fait valoir le rôle crucial des collectivités locales et de la coopération décentralisée pour favoriser un équilibre des territoires, et ont convenu de rassembler leurs efforts pour promouvoir son développement.

9 - Les délégations marocaines et françaises ont décidé d'assurer le suivi de leurs travaux et ont pris la décision de tenir le prochain forum parlementaire franco-marocain au Maroc en 2021.